



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 CM X

COPIE

cl. acte

PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

A R R E T E

du - 6 MAI 2013

mettant en demeure la société SANEST à Strasbourg
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 réglementant ses installations
et de l'article R 512-33 du Code de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L.514-1,
- VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 autorisant la régularisation administrative d'installations d'élimination de déchets par la société SANEST 14, rue de Rouen à Strasbourg,
- VU le rapport du 23 avril 2013 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection du 14 mars 2013,

CONSIDERANT que les GRV (Grands Récipients Vrac) contenant des déchets doivent être stockés sur les aires dédiées et pas sur l'aire de curage hydrocarbures conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 qui font référence aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation,

CONSIDERANT que toutes les rétentions de l'aire déchets étaient couvertes d'une couche de glace alors que l'exploitant doit s'assurer que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence, en particulier en veillant à l'évacuation des eaux pluviales, en application de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008,

CONSIDERANT que le volume de la capacité de rétention associée aux GRV stockés sur l'aire déchets est insuffisant au regard des critères fixés par ce même article 9.2.2 et devrait être égal à 50 % de la capacité totale des réservoirs associés, soit 14 m3 au lieu des 9 m3 disponibles,

CONSIDERANT que changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation que constitue la réduction de l'activité de lavage des citernes routières aurait dû être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du Code de l'environnement,

CONSIDERANT que le pH des rejets aqueux n'était pas mesuré en continu comme le prescrit l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008,

CONSIDERANT que les résultats de la surveillance des eaux souterraines n'ont pas été transmis en 2012 contrairement aux prescriptions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 qui impose une transmission semestrielle des résultats,

CONSIDERANT les dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé »*,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société SANEST dont le siège social est : 14 rue de Rouen, 67000 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, dans un délai de 3 mois, les prescriptions des articles 2, 9.2.2, 9.4.1 et 7.1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 et de l'article R 512-33 du Code de l'environnement reprises ci-après :

« Article 2 – Conformité aux plans et données techniques – Prescriptions applicables »

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et règlements en vigueur. »

« Article 7.1 – Généralités – modalités générales de surveillance »

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre).

Article 9.2.2 – Eau – Capacité de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

L'exploitant s'assure que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence, en particulier en veillant à l'évacuation des eaux pluviales. ... »

« Article 9.4.1 – Autosurveillance »

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées : pH, en continu ; point de prélèvement : sortie établissement. »

« Article R 512-33-II »

Lorsqu'elles entraînent un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, ces modifications doivent être portées, avant leur réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Le Directeur de la société SANEST,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations classées),
Le Maire de Strasbourg,
Le Directeur départemental de la sécurité publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée